

RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 05620
Numéro SIREN : 844 718 551
Nom ou dénomination : OPELLA HEALTHCARE INTERNATIONAL SAS

Ce dépôt a été enregistré le 05/01/2022 sous le numéro de dépôt 276

OPELLA HEALTHCARE INTERNATIONAL SAS

Société par actions simplifiée au capital de EUR 46.668.286

Siège social : 82 avenue Raspail,
94250 Gentilly

844 718 551 RCS Créteil

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 28 DECEMBRE 2021

L'an deux mille vingt-et-un, le 28 décembre,

Je soussigné Monsieur Rafik AMRANE agissant en tant que président (le "**Président**"), de la société **Opella Healthcare International SAS**, société par actions simplifiée au capital de EUR 46.668.286 dont le siège social est 82, avenue Raspail, 94250 Gentilly, identifiée sous le numéro 844 718 551, RCS Créteil (la "**Société**"),

APRES AVOIR RAPPELE CE QUI SUIIT :

- Aux termes des décisions collectives des associés en date du 3 décembre 2021, (le "**Procès-Verbal**"), la collectivité des associés de la Société a décidé (i) une réduction du capital social non motivée par des pertes, d'un montant de EUR 500, par voie d'annulation de 500 actions, de EUR 1 de valeur nominale chacune, auto détenues par la Société (la "**Réduction de Capital**"), et (ii) une augmentation de capital, par incorporation de réserves, d'un montant de EUR 49.212.431 par la création de 49.212.431 actions nouvelles, d'une valeur nominale de EUR 1 chacune, réalisée sous condition suspensive de la réalisation définitive de la Réduction de Capital (l'"**Augmentation de Capital**").
- Conformément aux articles L. 225-204 et R. 225-152 du Code de commerce, le Procès-Verbal a été déposé au greffe du tribunal de commerce de Créteil le 7 décembre 2021.
- Aux termes du Procès-Verbal, la collectivité des associés de la Société a conféré tous les pouvoirs nécessaires au Président en vue de la réalisation de la Réduction de Capital et de l'Augmentation de Capital, ce dernier étant notamment chargé de constater (i) l'absence d'opposition des créanciers à l'issue du délai prévu par l'article R. 225-152 du Code de commerce, (ii) la réalisation définitive de la Réduction de Capital, (iii) la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital et (iv) la modification corrélative de l'article 6 des statuts de la Société.

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES DOCUMENTS SUIVANTS :

- le Procès-Verbal ; et
- le récépissé de dépôt du Procès-Verbal délivré le 7 décembre 2021 par le greffe du tribunal de commerce de Créteil.

A PRIS LES PRESENTES DECISIONS, PORTANT SUR LES POINTS SUIVANTS :

- Constatation de la réalisation définitive de la Réduction de Capital ;
- Constatation de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital ;
- Modification corrélative de l'article 6 des statuts de la Société ;
- Pouvoirs à conférer en vue des formalités.

PREMIERE DECISION :

Le Président rappelle qu'aux termes du Procès-Verbal, la Réduction de Capital a été décidée sous réserve de la réalisation de l'une des deux conditions suspensives suivantes :

- (i) l'absence d'opposition des créanciers sociaux dans le délai de vingt jours prévu par l'article R. 225-52 du Code de commerce ; ou
- (ii) en cas d'opposition lorsqu'il aura été statué en première instance sur cette opposition.

Le Président constate qu'aucun créancier n'a formé opposition à la Réduction de Capital pendant le délai de vingt jours à compter du dépôt du Procès-Verbal au greffe du tribunal de commerce de Créteil et que par suite, la condition suspensive visée au (i) se trouve réalisée.

Le Président constate, en conséquence de ce qui précède, que la Réduction de Capital est devenue définitive et que par suite, le nouveau montant du capital social de la Société est de EUR 46.667.786, divisé en 46.667.786 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

DEUXIEME DECISION :

Le Président rappelle qu'aux termes du Procès-Verbal, l'Augmentation de Capital a été décidée sous réserve de la réalisation définitive de la Réduction de Capital.

Le Président constate, en conséquence de la décision qui précède, que l'Augmentation de Capital est devenue définitive et que par suite, le nouveau montant du capital social de la Société est de EUR 95.880.217, divisé en 95.880.217 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

TROISIEME DECISION :

Le Président, conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes du Procès-Verbal, et en conséquence de la réalisation définitive des opérations constatées aux termes des décisions qui précèdent, décide de modifier l'article 6 (*Capital social*) des statuts de la Société ainsi qu'il suit :

ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL

L'article 6 est remplacé par ce qui suit :

"Le capital social est fixé à la somme de EUR 95.880.217 (quatre-vingt-quinze millions huit cent quatre-vingt mille deux cent dix-sept euros).

Il est divisé en 95.880.217 actions, d'une valeur nominale de 1 euro chacune, intégralement libérées."

QUATRIEME DECISION :

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie certifiée conforme des présentes aux fins d'effectuer toutes les formalités légales requises et, plus généralement, faire le nécessaire.

Des décisions du président, il a été dressé le présent procès-verbal pour être retranscrit sur le registre coté et paraphé des décisions de la Société et pour être signé par le président.



Le Président

Monsieur Rafik AMRANE

STATUTS

DE LA SOCIETE

OPELLA HEALTHCARE INTERNATIONAL SAS

société par actions simplifiée

au capital de EUR 95.880.217

Siège social : 82 avenue Raspail – 94250 Gentilly

844 718 551 R.C.S. Créteil

Statuts mis à jour par décisions du président en date du 28 décembre 2021

CERTIFIES CONFORMES



Rafik AMRANE

Président

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE – DUREE

ARTICLE 1. **FORME**

Il est unilatéralement créé une société par actions simplifiée (la "**Société**") régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

La Société ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres telles que définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier.

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des actions. Elle peut, à toute époque, comporter plusieurs associés, par suite notamment de cession ou de transmission totale ou partielle desdites actions ou de création d'actions nouvelles.

En application de l'article R. 210-10 du Code de commerce, l'associé unique qui a signé le projet de statuts constitutifs de la Société est Sanofi-Aventis Participations, société par actions simplifiée au capital de 4.840.200 euros, dont le siège social est situé 54, rue La Boétie, 75008 Paris, identifiée sous le numéro 440 646 982 RCS PARIS.

ARTICLE 2. **OBJET**

La Société a pour objet, en France ou à l'étranger, soit pour son propre compte, soit pour le compte de tiers, soit en participation avec des tiers, concernant tous produits et spécialités pharmaceutiques (en ce compris tous principes actifs ainsi que les biomédicaments), produits cosmétiques, produits biologiques, produits naturels, à base de plantes, hygiéniques, compléments alimentaires et vitamines, produits de nutrition ou diététiques, ainsi que tous dispositifs médicaux à usage chirurgical, médical, paramédical ou hospitalier (en ce compris tous dispositifs incorporant des substances médicamenteuses) ; de produits de bien-être (en ce compris les objets connectés) (ci-après les "**Produits et Dispositifs**"), concernant également tous services, prestations de services et conseils en santé, notamment la fourniture de solutions permettant de faciliter ou de favoriser les traitements, le diagnostic, la mise en œuvre de la télémédecine et de consultations ou téléconsultations (ci-après les "**Services**") :

- l'achat et la vente de toutes matières premières et produits nécessaires à l'exercice des activités visées ci-dessous ;
- la fabrication, l'exploitation commerciale et industrielle, l'importation, l'exportation, le conditionnement, l'achat et la vente en gros et/ou au détail de Produits et Dispositifs ;
- la centralisation des ordres de commande que pourraient recevoir les sociétés à activité pharmaceutique, l'entreposage, le magasinage, la distribution et la livraison à la clientèle de Produits et Dispositifs, l'établissement et l'encaissement des factures pour ces mêmes sociétés ;

- la fourniture aux professionnels de santé (tiers ou sociétés liées), aux entités publiques, aux entités privées, aux consommateurs ou aux patients, de Services (notamment via des applications mobiles) de quelque nature que ce soit dans des domaines pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'industrie et au commerce de Produits et Dispositifs ;
- la recherche, le développement, la création et l'enregistrement de Produits et Dispositifs, de techniques et procédés nouveaux ;
- l'obtention, l'acquisition, l'exploitation directe ou indirecte, la cession à titre gratuit ou onéreux, la mise en dépôt ou en gage de tous droits de propriété intellectuelle et, en particulier, de tous brevets, marques de fabrique et modèles, procédés et inventions ;
- l'obtention, l'exploitation, la prise et la concession de toutes licences ;
- la prise de participations et d'intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises, sociétés existantes ou à créer, la constitution, la construction, la location, la sous-location, l'installation et l'exploitation de tous bureaux, succursales ou établissements se rattachant directement ou indirectement aux activités susvisées ;
- la fourniture de prestations de services administratifs, techniques, financiers et commerciaux de toute nature ;
- l'octroi de toutes cautions ou garanties ainsi que toute opération de trésorerie avec des sociétés liées ; et
- d'une manière générale, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, financières ou autres se rattachant directement ou indirectement à cet objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3. DÉNOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : OPELLA HEALTHCARE INTERNATIONAL SAS.

Son nom commercial est : OHI.

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "*société par actions simplifiée*" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social. En outre, doivent être indiqués le siège social, le greffe du tribunal auprès duquel la Société est immatriculée à titre principal au Registre du Commerce et des Sociétés et le numéro d'identification qu'elle a reçu.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé au 82 avenue Raspail, 94250 Gentilly.

Il peut être transféré partout en France par décision du président, du directeur général ou du directeur général délégué le cas échéant, lesquels sont habilités à modifier les statuts en conséquence.

Toutefois, lorsque le transfert du siège social s'inscrit dans le cadre d'autres modifications statutaires, compétence est également donnée à l'associé unique ou à la collectivité des associés pour transférer le siège social et modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par la collectivité des associés.

TITRE II APPORTS - CAPITAL – ACTIONS

ARTICLE 6. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de EUR 95.880.217 (quatre-vingt-quinze millions huit cent quatre-vingt mille deux cent dix-sept euros).

Il est divisé en 95.880.217 actions, d'une valeur nominale de 1 euro chacune, intégralement libérées.

ARTICLE 7. MODIFICATIONS DU CAPITAL

7.1 Augmentation de capital - règles générales :

Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisées par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

L'augmentation de capital résulte, sur le rapport du président, du directeur général ou du directeur général délégué le cas échéant, d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective des associés qui peuvent déléguer au président, au directeur général ou au directeur général délégué le cas échéant, la compétence ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités et de modifier corrélativement les statuts dès qu'elle sera réalisée.

7.2 Droit préférentiel de souscription :

En cas de pluralité d'associés, les associés ont, proportionnellement à leur participation dans le capital, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

L'associé unique ou les associés peuvent, lorsqu'une augmentation de capital est décidée, supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement. Ils statuent à cet effet sur le rapport du président, du directeur général ou du directeur général délégué le cas échéant, et sur celui du ou des commissaire(s) aux comptes, le cas échéant.

Les attributaires éventuels du droit de souscrire des actions nouvelles ne peuvent prendre part au vote supprimant en leur faveur le droit préférentiel de souscription. Le quorum et la majorité requis pour cette décision sont calculés après déduction des actions possédées par lesdits attributaires.

7.3 Apports en nature - stipulation d'avantages particuliers :

En cas d'apport en nature ou de stipulation d'avantages particuliers, un ou plusieurs commissaires aux apports apprécient, sous leur responsabilité, l'évaluation des apports en nature et l'octroi des avantages particuliers. Le ou les commissaires aux apports sont désignés par décision de l'associé unique (ou par décision unanime des associés le cas échéant). A défaut, ils sont désignés par décision de justice, à la demande du président du directeur général ou du directeur général délégué le cas échéant.

L'associé unique ou les associés se prononcent sur l'évaluation des apports en nature et l'octroi des avantages particuliers et constatent, s'il y a lieu, la réalisation de l'augmentation de capital. Si l'associé unique ou les associés réduisent l'évaluation et la rémunération des apports ou les avantages particuliers, l'approbation expresse des modifications par les apporteurs et les bénéficiaires ou leurs mandataires dûment autorisés à cet effet est requise. A défaut, l'augmentation du capital ne sera pas réalisée. Les titres de capital émis en rémunération d'un apport en nature sont intégralement libérés dès leur émission.

7.4 Réduction du capital :

L'associé unique ou les associés peuvent aussi, dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi, autoriser ou décider la réduction du capital pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, étant rappelé qu'en aucun cas la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 8. ACTIONS

8.1 Forme des actions :

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en comptes individuels dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

8.2 Cession des actions :

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut céder ou transmettre librement ses actions par virement de compte à compte.

8.3 Droits et obligations attachés aux actions :

Chaque action donne droit dans les bénéfices, dans l'actif social et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'associé unique ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

TITRE III

DIRECTION ET REPRESENTATION - CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 9. PRESIDENT

9.1 Nomination :

La Société est dirigée par un président qui peut être une personne physique ou une personne morale. Le président peut être choisi en dehors des associés.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment sans juste motif et sans aucune indemnité par l'associé unique ou par décision de la collectivité des associés prise à la majorité des voix des associés.

Le président a le droit de renoncer à ses fonctions, à charge pour lui d'en informer l'associé unique ou chacun des associés.

9.2 Pouvoirs du président - délégation :

Le président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales aux décisions de l'associé unique ou des associés de sociétés par actions simplifiées.

Le président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers, pour un ou plusieurs objets déterminés et pour une durée limitée.

9.3 Durée des fonctions :

La durée des fonctions du président est librement déterminée lors de sa nomination par décision de l'associé unique ou des associés.

9.4 Rémunération du président :

En contrepartie de sa mission, le Président pourra, sur décision ordinaire du ou des associé(s), percevoir au titre de ses fonctions une rémunération qui sera fixe ou variable, ou qui pourra prendre la forme d'un salaire dans le cadre d'un contrat de travail.

9.5 Contrat de travail :

Le président, personne physique, peut librement cumuler ses fonctions avec un contrat de travail au sein de la Société. Le contrat de travail pourra être préexistant ou consenti par l'associé unique ou les associés après la nomination en qualité de président.

ARTICLE 10. DIRECTEUR GENERAL - DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

10.1 Un ou plusieurs directeurs généraux ou directeurs généraux délégués, personnes physiques ou morales, associés ou non, peuvent être nommés par l'associé unique, ou les associés le cas échéant, ainsi que par le président.

10.2 A l'égard des tiers les directeurs généraux et directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs de représentation que le président. Néanmoins, à titre de mesure d'ordre interne inopposable aux tiers, la décision de leur nomination pourra fixer des limitations à leurs pouvoirs de direction.

10.3 Il est à cet égard précisé que l'associé unique, ou les associés le cas échéant, ou le président, nomme(nt) au moins un directeur général ou directeur général délégué pharmacien responsable lequel disposera, à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs de représentation que le Président, conformément à l'article R. 5124-34 du Code de la Santé Publique.

A titre de mesure d'ordre interne, inopposable aux tiers, ses pouvoirs seront limités à ceux nécessaires pour assumer les missions mentionnées à l'article R. 5124-36 du Code de la Santé Publique et le pharmacien responsable ne pourra, en sa qualité de directeur général ou directeur général délégué, prendre de décisions sortant des missions dont il est investi au titre du Code de la Santé Publique.

L'associé unique, ou les associés le cas échéant, ou le président, procède(nt) à la nomination d'un ou plusieurs pharmacien(s) responsable(s) intérimaire(s), dont les missions et attributions seront fixées dans leur décision de nomination, conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique.

- 10.4 La durée des fonctions du directeur général ou directeur général délégué est librement déterminée lors de sa nomination par décision de l'organe procédant à sa nomination.
- 10.5 Le directeur général ou directeur général délégué est révocable à tout moment par décision de l'organe ayant procédé à sa nomination sans qu'aucune indemnité ne lui soit due.
- 10.6 Le directeur général ou directeur général délégué pourra percevoir une rémunération qui sera fixée par l'organe ayant procédé à sa nomination.
- 10.7 Dans les présents statuts, le terme "dirigeants" désigne, outre le président, les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués, s'il en existe.

ARTICLE 11. COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Le cas échéant, les membres de la délégation du personnel du comité social et économique exercent auprès du président ou de son mandataire expressément habilité les droits définis aux articles L. 2312-72 à L. 2312-76 du code du travail.

Il est reconnu aux membres de la délégation du personnel du comité social et économique les prérogatives prévues à l'article L. 2312-77 du code du travail.

ARTICLE 12. CONTROLE DES COMPTES

L'associé unique ou les associés le cas échéant peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes, titulaire(s) et le cas échéant suppléant(s), chargé(s) du contrôle de la Société, dans les conditions prévues à l'article L. 823-1 du code de commerce.

Toutefois, en cours de vie sociale, l'associé unique (ou les associés le cas échéant), est/sont tenu(s) de procéder à cette nomination dans les cas prévus par la loi et notamment aux articles L. 227-9-1, L. 823-2, L. 823-2-1 et L. 823-2-2 du code de commerce.

ARTICLE 13. CONVENTIONS AVEC LA SOCIETE

13.1 Conventions interdites :

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux dirigeants de la Société autre(s) que les personnes morales, de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner par elle leurs engagements envers des tiers. La même interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants du président et des dirigeants de la Société, ainsi qu'à toute personne interposée.

13.2 Conventions réglementées :

13.2.1 Contrôle des conventions en cas d'associé unique :

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues, directement ou par personnes interposées, entre la Société et l'un de ses dirigeants, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

13.2.2 Contrôle des conventions en cas de pluralité d'associés :

En cas de pluralité d'associés, le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président de la Société présente aux associés un rapport sur les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son président, l'un de ses dirigeants ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de la réglementation en vigueur.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice durant lequel les conventions sont intervenues.

TITRE IV

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

ARTICLE 14. MODALITES DES DECISIONS

14.1 Décisions de l'associé unique :

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

14.2 Décisions en cas de pluralité d'associés :

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, soit en assemblée, soit par voie d'un acte signé par tous les associés.

14.2.1 Assemblées d'associés :

(a) Convocation :

Les associés se réunissent sur la convocation du président, du directeur général ou du directeur général délégué le cas échéant, au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger. Si l'assemblée n'est pas convoquée par le président, l'auteur de la convocation doit en informer le président sans délai.

La convocation est faite par tous moyens trois (3) jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour de l'assemblée.

Le cas échéant, le comité social et économique est informé de la date de toute assemblée par un avis qui lui est donné par tous moyens par le président trois jours avant la date de l'assemblée.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés et que le comité social et économique en a été avisé.

(b) Présidence - secrétaire :

L'assemblée est présidée par le président ou, en son absence, le directeur général, ou à défaut le directeur général délégué. En l'absence du directeur général et du directeur général délégué, un associé désigné par l'assemblée préside l'assemblée. Un secrétaire, que l'assemblée peut choisir en dehors des associés, assiste le président de séance.

(c) Représentation :

Les associés peuvent se faire représenter, lors des délibérations de l'assemblée, par un autre associé ou par un tiers. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de pouvoirs. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par e-mail.

(d) Conditions de majorité :

Les décisions des associés sont valablement prises en assemblée à la majorité des voix des associés, sauf en ce qui concerne celles qui, selon la loi ou les présents statuts, doivent être impérativement prises à l'unanimité. Chaque action donne droit à une voix.

(e) Téléconférence :

Tout associé peut participer à une assemblée par téléconférence (conférence téléphonique ou visioconférence) ou par tout moyen de communication similaire dans les conditions prévues par la loi.

Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations dans les conditions visées à l'article 16 ci-dessous.

14.2.2 Acte signé par tous les associés :

Sur l'initiative du président, du directeur général ou du directeur général délégué le cas échéant, ou de tout associé, les décisions collectives peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, signé par tous les associés.

ARTICLE 15. PROCES-VERBAUX

Quel que soit le mode de consultation choisi, les décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés sont constatées par écrit dans des procès-verbaux, retranscrits sur un registre spécial coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, qui sont signés par l'associé unique ou les associés.

En cas de pluralité d'associés et dans l'hypothèse de la tenue d'une assemblée générale, les procès-verbaux seront signés par le président de séance et le secrétaire de l'assemblée ainsi que par au moins un associé ayant participé à la réunion.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations ou des actes signés de tous les associés sont valablement certifiés par le président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

Les mêmes dispositions s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux procès-verbaux des décisions prises par l'associé unique.

ARTICLE 16. INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de l'associé unique ou des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant à l'associé unique ou aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à approbation.

ARTICLE 17. COMPETENCE DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

L'associé unique ou les associés sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction de capital de la Société ;
- approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- fusion, scission, apport, dissolution de la Société ;
- transformation de la Société en une autre forme juridique ;
- modification des statuts (sauf transfert du siège social décidé par le président, le directeur général ou le directeur général délégué) ;
- nomination et révocation du président et fixation de sa rémunération ;
- nomination et révocation de tout directeur général et/ou du directeur général délégué et fixation de leur rémunération ;
- nomination du ou des commissaire(s) aux comptes titulaire(s), et suppléant(s) le cas échéant ;
- approbation des conventions réglementées visées à l'article 14.2 ;
- nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;
- prorogation de la durée de la Société.

Les décisions prises par l'associé unique ou la collectivité des associés obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

TITRE V DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 18. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 19. COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire et les comptes annuels, conformément aux dispositions de la section II du chapitre III du titre II du livre Ier du code du commerce et établit un rapport de gestion écrit contenant les indications fixées par la loi. En cas de pluralité d'associés, ces documents pourront être arrêtés par le directeur général ou le directeur général délégué, à l'exclusion du rapport de gestion qui sera obligatoirement établi par le président.

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, les comptes annuels sont soumis pour approbation à l'associé unique ou aux associés le cas échéant, sur présentation du rapport du ou des commissaires aux comptes le cas échéant.

Toutes mesures d'information sont prises en conformité de la loi et des règlements en vigueur.

ARTICLE 20. AFFECTATION DU RESULTAT ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, du prélèvement pour la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires constitue le bénéfice distribuable. Outre le bénéfice distribuable, l'associé unique ou les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Après approbation des comptes annuels et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'associé unique ou les associés déterminent la part qui lui est (ou leur est) attribuée sous forme de dividendes.

Il peut être également distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société a réalisé un bénéfice depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire. La décision de versement de l'acompte, ainsi que la fixation de son montant et de ses modalités de paiement incombent au président, au directeur général ou au directeur général délégué le cas échéant.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. Toutefois cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu du siège social.

Si, à la clôture d'un exercice social, les comptes font apparaître des pertes, celles-ci sont, après approbation des comptes de l'exercice, inscrites à un compte spécial figurant au passif du bilan pour être imputées, à due concurrence, sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à complète extinction ou encore être imputées sur les comptes de réserve.

ARTICLE 21. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président, le directeur général ou le directeur général délégué le cas échéant, est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter l'associé unique ou les associés afin de lui (ou leur) demander de se prononcer sur la question de la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, dans le délai fixé par la loi, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

ARTICLE 22. TRANSFORMATION

La décision de transformation de la Société est prise sur le rapport du commissaire aux comptes ou du commissaire à la transformation le cas échéant, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation de la Société résulte d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective des associés. Toutefois, la transformation en "société en nom collectif" nécessite l'accord de tous les associés et la transformation en "société en commandite simple" ou "société en commandite par action" nécessite l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

ARTICLE 23. DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la Société, ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

23.1 Lorsque la Société ne comprend qu'un associé et que celui-ci est une personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission du patrimoine social à l'associé unique n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Toutefois, lorsque l'associé unique est une personne physique, les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas et les règles énoncées au paragraphe 24.2 ci-dessous s'appliquent alors mutatis mutandis.

23.2 En cas de pluralité d'associés, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation. Toutefois cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés. La mention "*SOCIETE EN LIQUIDATION*" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne met pas fin aux fonctions des commissaires aux comptes le cas échéant.

Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités déterminées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture. Elle est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés à la majorité en capital des associés.

Après remboursement du montant des actions, le produit net de la liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

ARTICLE 24. CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales, ainsi que celles entre associés ou associé unique (selon le cas) et la Société, ou entre associés ou associé unique (selon le cas) et le président, le directeur général et/ou le directeur général délégué, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.